

INTERVIEW

ÊTRE DE GAUCHE EN 2026

« On ne peut pas être socialiste sans être écosocialiste »

Fabien Grasser

Être de gauche en 2026, c'est rompre avec le paradigme capitaliste de la performance, destructrice pour l'humain et l'environnement, affirme Franz Fayot. Le député LSAP ne rejette pas le principe de l'entreprise, mais veut « strictement » le réguler. Il préconise un programme de rupture qui place la préservation du vivant en tête des priorités politiques.

Que signifie être de gauche en 2026 ? Après le député Déi Lénk David Wagner et le coprésident des verts François Benoy, le woxx a posé la question à Franz Fayot, député socialiste et ancien ministre de l'Économie, dans un entretien réalisé le 8 juin. Devenu l'un des opposants les plus actifs au gouvernement Frieden, il prône une rupture avec le capitalisme « extractif et prédateur, qui méprise le vivant ». Ce faisant, il se distancie du modèle social-démocrate, qui avait embrassé « une économie de marché très libérale » dans les années 1980 et dont les héritier·ères sont toujours présent·es au sein du LSAP.

woxx : Est-ce que le LSAP est de gauche ?

Franz Fayot : Oui, il est de gauche, dans le sens où il a toujours un engagement fort pour la justice sociale. Le LSAP combat toujours en faveur des droits humains, des droits des étrangers et des droits des plus démunis. Je crois que ces choses-là sont centrales, tout comme l'est également un engagement fort pour l'éducation, pour la culture et pour l'émancipation, des thèmes qui sont une matrice du socialisme.

Comment met-on ces principes en application dans un monde où le capitalisme se fait de plus en plus autoritaire et prédateur ?

Je ne vais pas cacher qu'il y a des tensions chez nous, comme dans d'autres partis sociaux-démocrates. Il y a parmi nous des centristes classiques, avec

une sensibilité de gauche, qui pensent qu'il faut rester sur une économie de marché très libérale, un peu inscrite dans la tradition des années 1980, où l'on dérégule et où l'on croit à ce discours de flexibilisation et de capacitation des entreprises pour créer de l'emploi et de la prospérité. Et puis, il y a des gens au LSAP, dont je fais partie, qui pensent qu'on est dans un moment de rupture, où le capitalisme est de plus en plus autoritaire, où il tombe le masque. Il ne cache désormais plus la priorité absolue donnée à la performance et à la compétitivité. On le voit bien dans les directives européennes Omnibus, qui ont dilué la responsabilité des entreprises sur les droits humains et l'environnement. Il ne s'agit pas de contester l'idée d'entreprise elle-même, car elle reste pertinente. Mais il faut remettre l'économie au centre de la discussion démocratique, ce qui n'est plus le cas. Il faut réfléchir ensemble à ce qui est vertueux et bénéfique pour les humains et pour le vivant.

« Il faut absolument remettre l'économie au centre de la discussion démocratique, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Il faut réfléchir ensemble à ce qui est vertueux et bénéfique pour les humains et pour le vivant. »

Dans le premier volet de cette série, le député Déi Lénk David Wagner affirmait qu'être de gauche, c'est être nécessairement anticapitaliste. Que répondez-vous à quelqu'un de la gauche radicale qui dit cela ?

On est souvent d'accord avec David Wagner, ce que montrent d'ailleurs nos votes à la Chambre. Je suis d'accord

avec lui, dans le sens où nous faisons aujourd'hui face à un capitalisme autoritaire – une tendance toujours en germe dans le capitalisme. On voit le retour de phénomènes déjà vécus dans les années 1930, comme le décrit l'historien français Johann Chapoutot dans *Les irresponsables* : une presse et des entreprises qui influencent la prise de décision politique en plaidant par exemple contre les taxes sur les ultrariches. C'est profondément négatif et destructeur, si l'on considère les milliardaires et les multinationales. On voit bien ce qu'ils font dans les pays en voie de développement, que ce soit ArcelorMittal, les producteurs de viande ou d'autres. Le problème, c'est le capitalisme prédateur, extractif et rentier. Il est méprisant envers l'humain, l'environnement, la nature et le vivant en général. Je crois que c'est vraiment l'ennemi, si l'on veut raisonner en termes d'ennemi.

Et comment combat-on cet ennemi ?

Il faut sérieusement et strictement encadrer le capitalisme. Il faut s'interroger sur les fonctions que doit remplir l'entreprise, en intégrant les notions de sobriété et de limites planétaires. C'est l'idée de la post-croissance. Il existe un capitalisme qui va davantage dans le sens de l'économie sociale et solidaire ou de l'entreprise locale. Les PME sont aussi capitalistes, mais elles sont ancrées dans le territoire et la communauté. Quand j'étais ministre de l'Économie, j'ai rencontré des chefs d'entreprise qui ne roulaient pas en Ferrari et qui n'avaient pas de villa à Saint-Tropez, mais qui réinvestissaient tout dans leur entreprise. C'étaient de vrais entrepreneurs, respectueux de leurs employés, qu'ils connaissaient tous. Quand on dénonce le capitalisme dans son ensemble, il y a une dimension de diabolisation qui me dérange. Edgar Morin, qui vient de décéder, disait que, chez les humains, tout est contradictoire, que les choses ne sont pas blanches ou noires, qu'il y a des nuances. Mais là où je rejoins David

Wagner, c'est qu'on voit aujourd'hui un capitalisme débridé, extractif, qui méprise le vivant. Ça n'est évidemment pas possible.

Vous avez évoqué les directives Omnibus de l'UE, qui diluent les normes sociales, sanitaires et environnementales au nom de la simplification. L'Europe ne se tire-t-elle pas une balle dans le pied en renonçant à ces normes censées refléter ses valeurs ?

J'en suis persuadé. J'ai toujours pensé que la compétitivité européenne passait par le fait d'être le meilleur élève sur les droits humains dans les chaînes de valeur, c'est-à-dire de concilier l'économie avec le vivant. Plus on le fera tôt, plus nous serons compétitifs, car ce mouvement est inéluctable. Soit on va détruire la planète avec l'accumulation et le consumérisme, soit on va vraiment bifurquer vers une société de bien-être.

C'est-à-dire ?

On est dans une situation où des gens ne s'en sortent plus avec un salaire. Au Luxembourg, on glisse dans ce travers des working poor, avant tout parce que le logement est inabordable. Il y a aussi un stress énorme qui pèse sur les gens, car on leur demande d'être de plus en plus performants, productifs et compétitifs. Et il y a maintenant l'IA qui menace leurs jobs. Il faut revenir à l'idée de bien-être humain et se demander : pourquoi on travaille ? On le fait pour subvenir à nos besoins et, idéalement, on fait un travail valorisant et pas un bullshit job. Nous ne sommes pas des machines. Il faut réinventer le monde du travail et donc de l'entreprise.

Dans quel sens ?

Il faut se poser la question de ce que nous voulons être en tant que société et de comment nous projeter en étant un petit pays aux moyens limités, mais

Franz Fayot, à la Chambre des députés,
le 18 décembre dernier.



PHOTO : CHD

qui est agile. Il y a l'idée de planification derrière ça. Cela dit, il ne faut pas non plus noircir excessivement les choses : on a un État-providence et une société pleine de vitalité. Mais nous sommes face à des défis sérieux, comme assurer une éducation de qualité ou préserver notre système de santé. Ce qui est vraiment central, c'est d'assurer la régénération du vivant. Je crois qu'on ne peut pas être socialiste aujourd'hui sans être écosocialiste.

Pourquoi cela ?

Je ne comprends pas le discours qui consiste à dire que l'écologie c'est bien joli, mais qu'il faut d'abord faire marcher l'économie, avant d'accessoirement sauver le vivant. Si on veut maintenir une terre habitable dans la petite fenêtre d'opportunité qui nous reste, il faut limiter le réchauffement climatique, régénérer le vivant pour préserver les sols et la biodiversité. La dégradation du vivant touche d'abord les classes laborieuses, celles au bas de l'échelle sociale. En ce sens-là, c'est un enjeu socialiste par excellence.

Au niveau de l'UE et de certains de ses États membres, une alliance informelle entre patronat, extrême droite et droite traditionnelle impose des reculs environnementaux et sociaux. Mais ce n'est pas le cas au Luxembourg.

Les alliances entre l'extrême droite et le patronat sont une chose ancienne. Dans tous les pays où l'extrême droite est au pouvoir, on constate des connivences et des affinités très évidentes avec le patronat. Je crois néanmoins que, au Luxembourg, le patronat est conscient de notre dépendance vis-à-vis des étrangers au sens large. Il faut se rappeler qu'en 2015 il était en faveur du vote des étrangers. Il a donc des réticences à parler à notre extrême droite. Du moins pour le moment, car l'ADR reste un petit parti. Cela changerait s'il devenait important dans le jeu des coalitions. Même s'il remet en

question la croissance, l'ADR est tout de même un parti très probusiness.

Au Luxembourg, le climat social s'est considérablement dégradé depuis l'entrée en fonction de ce gouvernement, mais on voit que Luc Frieden a retrouvé le chemin du dialogue lors de la tripartite. S'agit-il d'un revirement politique ?

Je crois qu'il a agi sous la contrainte. Il n'est pas seul dans ce gouvernement. Il y avait un certain ras-le-bol, peut-être même chez ses amis libéraux. Xavier Bettel a fait trois ou quatre tripartites. Il n'aimait pas non plus cet exercice, mais il s'est pris au jeu, et l'animal politique qu'il est a compris le bénéfice à en tirer. Pour Luc Frieden, c'était aussi la dernière possibilité de sauver les meubles pour lui-même. Il a fini par voir l'effet de sa politique dans les sondages et par comprendre que les Luxembourgeois n'apprécient pas cette ligne dure à l'égard des syndicats, ce passage au bulldozer qui a mis plus de 20.000 manifestants dans les rues. Il n'avait plus d'autre choix que de trouver un consensus entre les partenaires sociaux, et c'est pour cela qu'il a mis la main au chéquier. Mais je continue à penser que Luc Frieden est quelqu'un qui a une vision élitiste de la société, qui croit qu'il y a les premiers de cordée et les autres, ceux qu'il faut tirer. On peut d'ailleurs lui concéder que sa ligne politique est en cohérence avec cela.

Est-ce que, dans le modèle luxembourgeois, gouverner, c'est forcément faire des compromis ?

C'est une question qui m'occupe beaucoup, parce que je sais comment ça marche quand on forme une coalition. On vient avec son programme électoral et l'autre parti vient avec le sien. On a une ou deux semaines pour négocier, ça va vite. Il y a certes des no-go, mais, à la fin, il en ressort une tambouille plus ou moins cohérente. La coalition actuelle s'est rapidement mise d'accord sur des choses minimales : baisses d'impôt, simplification administrative... ça résume déjà presque la chose.

« Il va être intéressant de voir si l'on peut formuler un projet politique de rupture par rapport au modèle luxembourgeois traditionnel, qui est construit sur une croissance quantitative, démographique et économique. »

Y a-t-il des compromis que vous regrettez d'avoir faits quand vous étiez ministre ?

J'ai fait beaucoup de compromis. J'étais entré au gouvernement en cours de mandat, donc un peu par la petite porte. Étienne Schneider s'était retiré après une année passée à la tête d'un ministère de l'Économie affaibli, car il n'avait plus l'Énergie ni les

Classes moyennes. J'ai repris ça. Puis il y a eu tout de suite la pandémie. On a fait du socialisme pandémique, pour sauver la santé publique et l'économie. C'était aussi le moment où on a redécouvert les producteurs locaux, où tout allait plus lentement, avec cette idée de « nouveau monde ». J'ai essayé de mener une réflexion stratégique sur cette base-là. Mais j'ai dû faire des compromis... Quand on est le ministre de l'Économie, on est aussi le ministre des entreprises.

La rupture que vous prônez suppose une certaine radicalité. Est-ce possible au Luxembourg ?

C'est difficile dans un pays où le courage politique n'est pas très grand. C'est culturel, les clivages n'ont jamais été très importants au Luxembourg. La nécessité d'avoir des coalitions est intégrée dans le logiciel politique. Ça nous oblige à dire par avance que nous sommes modérés, même dans la formulation de nos programmes. Il va être intéressant de voir si l'on peut formuler un projet politique de rupture par rapport au modèle luxembourgeois traditionnel, qui est construit sur une croissance quantitative, démographique et économique.